

De la crise existentielle au renouveau français

Karim Émile Bitar

La France a le vague à l'âme. La sinistrose se généralise. La hantise du déclin se répand. La France semble déboussolée, dépressive, angoissée. Jamais les Français ne se sont autant posé de questions sur leur destin, leur avenir, leur place dans le monde. «La France est aujourd'hui un pays paumé», s'est même hasardé à dire Valéry Giscard d'Estaing, dont le langage est pourtant d'ordinaire bien plus châtié. C'est une véritable crise existentielle que traverse la France depuis le début du XXI^e siècle. Pour le quotidien britannique *The Guardian*, la France est aujourd'hui «tétanisée par la peur», qui est une fort mauvaise conseillère. «Peur de l'inconnu, peur des étrangers, peur du changement ; peur d'une Europe élargie dont le centre de gravité ne serait plus Paris¹.» Trois chocs importants dans les cinq dernières années sont venus refléter – et entretenir – les peurs et la crise existentielle : la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles de 2002, la victoire du non au référendum sur la Constitution européenne du 29 mai 2005 et les émeutes en banlieue de novembre, la même année. D'éminents sociologues ont vu dans ces trois séismes les signes, sinon d'une décomposition de la société française, du moins d'une maladie politique évidente. Dans un monde en pleine mutation, les inquiétudes quant à l'avenir sont bien entendu légitimes. C'est tout à l'honneur de la France que de se remettre fréquemment en question. Mais, si les introspections sont souvent salutaires, force est de constater qu'elles versent presque toujours dans l'autoflagellation, l'une des plus vieilles passions françaises, qui ne fait que renforcer le désarroi français.

«Je t'en conjure, France, sois encore la grande France, reviens à toi, retrouve-toi. [...] Quelle angoisse et quelle tristesse, France, dans l'âme de ceux qui t'aiment, qui veulent ton honneur et ta grandeur !» Voilà ce qu'écrivait Émile Zola en 1898, dans sa *Lettre à la France*². Certes, la

1. *The Guardian*, 27 mai 2005.

2. Émile Zola, *Lettre à la jeunesse. Lettre à la France*, Paris, Stock, 2006 (1^{re} éd., 1898).

situation d'aujourd'hui est fort différente de celle de 1898. Les débats sont tout autres. Et pourtant, pour des raisons diverses, on retrouve une certaine angoisse et une certaine tristesse chez ceux qui aiment la France, et qui souhaitent la voir fidèle à elle-même et fière de ses idéaux. C'est dans cet esprit que se situent les diverses contributions à cet ouvrage. Chacun à sa manière, les auteurs ici réunis chercheront à faire passer sans ménagement à leurs amis français des messages incisifs et francs. Disons-le tout de suite : ils ne font pas partie de ceux qui pensent que la France est aujourd'hui sur une pente fatale. Ils sont même unanimes à récuser, avec force, les théories du déclin qui tiennent le haut du pavé dans l'Hexagone. Pour autant, ils ne se privent pas d'offrir des critiques parfois acerbes. Vus d'ailleurs, les atouts et les faiblesses de la France ne sont curieusement pas les mêmes que ceux que l'on perçoit à Paris. Les Français, toutes appartenances politiques confondues, sont fortement demandeurs de regards extérieurs. Michel Rocard écrit¹ : « Sur tous les sujets, les mesures et stratégies dont on débat sont purement défensives, et d'horizon national. C'est la ligne Maginot. La France contemple son nombril. » Notre ouvrage cherchera à contourner, à défaut de pouvoir la détruire, cette ligne Maginot, et d'aider la France à internationaliser ses débats et sa stratégie.

Dans l'histoire politique de la France ont souvent résonné des voix courageuses qui ont dit haut et fort aux Français des vérités qui pouvaient faire mal. Mettant la démagogie au placard, un Pierre Mendès France à gauche, un André Tardieu à droite ont dit à leurs compatriotes, les yeux dans les yeux, qu'il était nécessaire de mettre un terme à certaines pratiques, de renouveler la façon de faire de la politique et de traiter les grands enjeux sociétaux. Pour de nombreuses raisons, liées à l'évolution du système médiatico-politique, au lissage excessif des discours, force est de constater que des voix comme celles-ci ne résonnent plus aujourd'hui en France. Quelques exceptions fort heureuses viennent confirmer la règle, mais il n'en reste pas moins que le populisme gagne du terrain, que certains politiques persistent à caresser les électeurs dans le sens du poil, et à repousser aux calendes grecques les nécessaires adaptations.

Cet ouvrage regroupe les contributions de plus de trente personnalités qui ont pour la plupart une double ou triple culture, qui connaissent intimement la France et portent sur elle un jugement non pas dépassionné, mais distancié. Non que des Français seraient incapables de jeter sur leur pays un regard lucide, de faire eux-mêmes ressortir des pistes de réflexion et de proposer les réformes qui s'ensuivraient. Les Français sont certainement aptes à l'autocritique et ont de l'intelligence et de l'imagination à revendre. Mais toujours est-il qu'il est aujourd'hui de plus en plus difficile

1. *Le Monde*, 13 février 2002.

à une personnalité française, qu'il s'agisse d'un politique ou d'un intellectuel, de se détacher complètement des vieux clivages, de faire abstraction des querelles de chapelle et de prendre des positions sans que l'on cherche *illico* à y déceler de malsaines arrière-pensées. D'où l'idée de faire appel à des amis étrangers, susceptibles de nous offrir un point de vue décentré sur les grands enjeux du débat français d'aujourd'hui.

multiples, les interrogations des Français portent sur des questions identitaires, sur des questions de valeurs, sur des questions sociales, sur la mondialisation, sur l'économie et la compétitivité, sur la place de la France dans le monde, sur les relations avec l'hyperpuissance américaine, sur l'école et l'université, sur le rapport à l'histoire, sur la culture au sens large. Sur tous ces sujets, nous avons interrogé des hommes d'État, des intellectuels, des historiens, des politologues, des économistes, des écrivains et des experts sectoriels. Nous sommes allés à leur rencontre aux quatre coins du monde. Un objectif commun à l'ensemble des contributeurs est d'inciter la France à se rendre compte qu'elle dispose d'innombrables atouts, de l'encourager à mettre un terme à la frilosité, de lui enjoindre de refuser de céder à la tentation du repli. Tel est précisément l'objet de cet ouvrage collectif. Au lieu de l'éternel « les Français parlent aux Français », nous souhaitons dire : « Français, si vous saviez, les atouts dont vous disposez, les chances que vous gâchez... »

Pour un retour à l'idéal universaliste

Dans les années 1970, le philosophe contestataire Guy Hocquenghem raillait cette catégorie de Français dont il disait qu'« ils dressent leurs chiens contre les Arabes et sont fiers d'une littérature française qu'ils ne lisent pas ». Fort heureusement, ceux-ci sont très minoritaires dans l'Hexagone. En revanche, bien nombreux sont ceux, à travers le monde, qui ne sont pas français, qui n'ont peut-être jamais mis les pieds dans ce pays, qui souvent peinent à obtenir un simple visa de touriste, et qui pourtant connaissent la littérature française sur le bout des ongles, ont pour livres de chevet les *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand, la *Recherche du temps perdu* de Proust ou même *Le Rivage des Syrtes* de Gracq. Fort nombreux sont ces étrangers qui vivent au rythme de la France, s'enivrent de son vin, apprécient sa cuisine, son cinéma, sa haute couture, qui suivent de près le moindre de ses débats politiques ou sociaux. De Bogota à Beyrouth, de Moscou à Montréal, de Dakar à Berlin, ces hommes et ces femmes attendent que la France revienne enfin à leur rencontre. Ils s'inquiètent,

s'agacent de voir cette France qu'ils aiment tant renoncer progressivement à ce que l'on pourrait appeler son « idéal universaliste ». Ils sont parfois affligés de voir le débat franco-français sombrer dans des polémiques stériles et passer à côté des grands enjeux, se focaliser sur des arguties et des querelles de personnes et perdre de vue l'essentiel, à savoir comment éviter de voir la France se banaliser, devenir un pays comme les autres, un pays qui renoncerait à brandir l'étendard de la liberté et des droits de l'homme. Mais, pour que la France parvienne à relever ce gigantesque défi, encore faut-il qu'elle puisse établir un audit sans concession de sa situation actuelle, qu'elle analyse ses forces et ses faiblesses, qu'elle identifie clairement les blocages éventuels, et s'efforce de les éradiquer.

Au cours du demi-siècle écoulé, que de francophiles étrangers ont été déçus par la France, leur dépit étant proportionnel aux espoirs qu'ils avaient placés dans ce pays ! Parmi ces déçus de la France, il n'y a pas seulement les nostalgiques des postures gaulliennes, il n'y a pas uniquement les intellectuels de gauche qui ont suivi les guerres coloniales et vu les socialistes de Guy Mollet fouler au pied tous les idéaux de la Révolution française ; parmi les déçus de la France, il y a aussi et surtout tous ceux qui considèrent que la France a elle-même choisi la résignation, que ce pays s'est banalisé, que l'exception française n'est plus qu'un mystère dont on parle sans cesse mais dont on peine à saisir le véritable contenu.

André Malraux rapporte, dans un de ses livres ¹, que le général de Gaulle lui aurait confié : « Il y a un pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté des autres. » Certains cyniques diront que tout cela n'est que grandiloquence et que la France n'existait pas il y a vingt siècles. Pourtant, des dizaines de millions de personnes à travers le monde se sentent personnellement, intimement, concernés par le sort de la France. Il est plus que jamais nécessaire que la France prenne garde à ne point dilapider l'énorme capital de sympathie dont elle bénéficie sur tous les continents. Pour toutes ces raisons, nous voyons dans cet ouvrage non seulement un vecteur pour faire passer au peuple français un certain nombre de messages venant de l'étranger, mais aussi un moyen de renforcer les liens, passionnels, parfois même charnels et fusionnels, entre la France et les francophiles du monde entier.

De toutes les valeurs associées à la France, l'universalisme est celle qui doit aujourd'hui être le plus urgemment remise à l'honneur. L'universalisme est une réponse à ces fléaux que sont le relativisme, l'ethnicisme, le communautarisme, le racisme, l'essentialisme et les identités fermées et figées. La conception ethniciste de la nation est quelque chose de tout à

1. André Malraux, *Les Chênes qu'on abat*, Paris, Gallimard, 1971 ; rééd., coll. « Folio », 1974, p. 88.

fait étranger à la France. Fustel de Coulanges affirmait que ce qui distingue la nation ne ressortit ni à la race ni même à la langue mais plutôt à une « communauté d'idées, d'intérêts, d'affections, de souvenirs et d'espérances ». Même un historien de l'ultradroite maurrassienne comme Jacques Banville répétait souvent que le Français était un « composé » et qu'il ne fallait point oublier que Clovis, le premier roi chrétien baptisé à Reims en 498, était lui-même un « barbare » venant de traverser le Rhin. Mais, s'il est inattaquable sur les principes, l'universalisme français a toujours péché par la discordance entre les paroles et les actes. Prioritaire devra être le refus de voir les citoyens se laisser embrigader et enfermer dans de prétendus déterminismes communautaires. L'obsession identitaire est l'une des principales menaces qui pèsent sur le monde d'aujourd'hui, et c'est dans l'universalisme français que l'on peut trouver l'antidote à ce redoutable fléau. Non pas l'universalisme théorique et abstrait qui essentialise les « autres », mais un universalisme fondé sur une nouvelle conception, plus ouverte, de l'identité. Un universalisme qui permettrait de faire obstacle à la ghettoïsation des communautés. Certes, cette conception universaliste que porte la France est aujourd'hui minoritaire dans un monde de plus en plus tiraillé par les particularismes. Mais le combat vaut la peine d'être mené. Car la France sera universaliste ou ne sera pas.

Pour en finir avec le déclinisme et l'autodénigrement

À entendre certaines cassandres, la France est un pays au bord du dépôt de bilan, lanterne rouge de l'Europe, seule nation occidentale incapable d'affronter les défis de l'avenir, « homme malade du monde libre ». La hantise française du déclin s'explique en partie par le fait que l'on a longtemps proclamé que la France était la lumière du monde, et que, dès lors que ce pays est confronté à quelques difficultés, on a vite fait de passer de l'arrogance à l'autodénigrement.

Aux yeux de la plupart des contributeurs de cet ouvrage, les retards de la France, s'ils existent, sont beaucoup moins importants que ne l'affirment les théoriciens du déclin. Nombre de grandes entreprises françaises réussissent brillamment sur les marchés internationaux. La France reste très attrayante pour les investisseurs étrangers. La démographie française est solide, avec un taux de fécondité (2 enfants par femme) qui est le plus élevé d'Europe, supérieur à celui de la très catholique Irlande (1,9 %), et loin devant l'Italie et l'Espagne. Le taux de chômage des femmes est en

France le plus bas d'Europe. Les Français sont conscients des atouts de leur pays¹. La France est la première destination touristique du monde, ce qui fait d'elle le deuxième exportateur de services. Le système de santé français est classé premier par l'OMS, considéré comme étant le plus performant du monde, aussi bien par la qualité des soins offerts que par l'universalité de sa couverture. L'espérance de vie d'un Français à la naissance (79,6 ans) est de 12,5 ans supérieure à celle d'un Américain. Sur la scène internationale, une étude² réalisée en 2005 par une université américaine révélait que la France est le pays du monde dont l'action est perçue le plus favorablement en dehors de ses frontières. Les États-Unis se classent derniers. Ce qui montre que le *soft power*³ de la France est toujours considérable.

Dans leurs oraisons funèbres, les déclinologues nous dépeignent une France irréformable, une société bloquée. Or, il est incontestable que la société française a énormément évolué au cours des cinquante dernières années, qu'elle s'est modernisée et libéralisée à grands pas. On peut sans exagération parler de révolution tranquille. Le pays agricole et rural s'est industrialisé en moins d'une génération. La France chrétienne s'est sécularisée. La société est devenue plurielle et métissée. Les femmes ont conquis une grande liberté. Le dirigisme, l'étatisme et le jacobinisme ne sont plus du tout ce qu'ils étaient il y a trente ans. La France d'aujourd'hui est résolument orientée vers le marché. La décentralisation est devenue irréversible et consensuelle. Les ouvrages d'Ezra Suleiman et de quelques autres ont déconstruit le mythe de la société stagnante. Même si les Français sont des «réformistes méfiants», ils sont tout à fait capables de se mobiliser lorsqu'on leur présente un projet enthousiasmant, que l'on fait preuve de pédagogie, que l'on évite les décisions imposées par le haut et arrogantes.

Les arguments dont usent les déclinologues sont souvent spécieux. L'un d'eux est celui du temps de travail. Les Français, disent-ils, travaillent beaucoup moins que les autres et sont par conséquent moins productifs. Cet argument n'est pas tout à fait exact. Si l'on mesure le temps de travail annuel effectif, c'est-à-dire le nombre d'heures de travail déclarées et tenant compte des congés et des heures supplémentaires, on s'aperçoit que les Français travaillent en moyenne 1 531 heures par an. Loin derrière les 1 869 heures des Américains, mais plus que les Allemands (1 468 heures)

1. Pour une réfutation complète des théories du déclin et un recensement des multiples atouts du pays, voir Nicolas et Guéric Jacquet, *La France qui gagne*, Paris, Odile Jacob, 2005.

2. Rapport du centre de recherches Program on International Policy Attitudes (PIPA) de l'université du Maryland. L'étude englobait vingt-trois pays.

3. Concept élaboré par Joseph S. Nye : puissance douce, capacité à séduire sans user de coercition.

et que les Néerlandais (1 378 heures)¹. La France se situe dans la moyenne européenne. Les déclinologues stigmatisent par ailleurs les fonctionnaires, coupables de percevoir des rémunérations supérieures à celles du secteur privé. Mais ils oublient de préciser que cet écart résulte des différences de qualification, une grande partie des fonctionnaires étant des enseignants diplômés de l'enseignement supérieur.

Le principal danger du déclinisme est qu'il est rarement exempt d'arrière-pensées et de calcul politique. Beaucoup souhaitent faire croire aux Français que leur pays est au bord du gouffre pour mieux leur refourguer telle ou telle politique dont ils ont mille raisons de se méfier. Les déclinologues font penser à ces garagistes qui sont simultanément des vendeurs de voitures d'occasion. Ils cherchent à convaincre le client que sa voiture n'a pas besoin d'une simple révision, mais qu'il faut l'envoyer à la casse et en acheter *illico* une autre, fût-elle usagée et rejetée par ses précédents utilisateurs.

Malgré toutes les réponses argumentées qui ont été opposées depuis trois ans aux déclinologues, plus de 52 % des Français partagent les inquiétudes de ces derniers². Mais, si la thématique du déclin les préoccupe, c'est surtout parce qu'ils sont saisis d'effroi face à l'impuissance du politique. Sept Français sur dix disent ne faire confiance ni à la droite ni à la gauche pour gouverner le pays. Le manque de volontarisme politique et l'absence de vision d'avenir portée par les dirigeants sont donc l'une des principales causes de la morosité ambiante. Le combat du renouveau doit passer par une relégitimation du politique et par un nouvel essor intellectuel du pays.

Et si le véritable déclin n'était pas celui que l'on pense ?

Aux yeux des déclinologues, le déclin de la France est celui de son économie et de sa compétitivité. Peu d'entre eux se sont attaqués à celui de la pensée, au déclin intellectuel et culturel de la France, qui n'est pas sans alarmer les contributeurs de cet ouvrage collectif. Ce déclin-là résulte de plusieurs phénomènes. D'abord, la crise de l'université française et la faiblesse en matière de recherche-développement, qui peuvent avoir des

1. Étude publiée par *L'Expansion*, 11 mai 2006.

2. D'après le « Baromètre politique français 2006/2007 », sondage à échantillon large effectué par le CEVIPOF.

conséquences très graves sur le long terme. Ensuite, la disparition des grandes figures intellectuelles françaises qui faisaient autorité et avaient un véritable rayonnement et une audience au-delà de l'Hexagone.

La réforme de l'université française doit être prioritaire dans les années à venir. C'est dans cette réforme que réside en grande partie la solution au problème de l'emploi. Le grand défi sera de concilier la noble tradition académique française, celle de la transmission du savoir et de la culture, avec la désormais nécessaire professionnalisation des formations et leur mise en adéquation avec les demandes du marché de l'emploi. La France souffre également de faiblesses notoires dans le domaine de la recherche et des nouvelles technologies, et dans la plupart des secteurs de pointe. Les prix Nobel scientifiques décrochés par des Français sont très peu nombreux, le nombre d'inventions françaises homologuées est inférieur à la moyenne européenne, l'investissement en matière de recherche-développement ne cesse de décliner. Pour ce qui est du rayonnement des intellectuels, la France est bel et bien en recul. Foucault, Bourdieu, Derrida, Aron, Deleuze et les intellectuels de cette génération n'étaient certes pas dénués de faiblesses et de défauts. Ils sont critiquables et beaucoup ne se sont pas privés de les critiquer. Mais il n'en reste pas moins que ces hommes ont laissé des œuvres monumentales, qui continuent d'être étudiées, scrutées, analysées dans les plus grandes universités de la planète. En contemplant aujourd'hui le paysage intellectuel français, force est de constater l'absence de figures emblématiques et charismatiques, disposant d'une autorité morale et universitaire incontestée. Certes, il ne manque pas en France, et il ne manquera jamais, d'intellectuels de talent et d'esprits brillants. Mais le système médiatique actuel a conduit à la marginalisation de beaucoup de ces intellectuels, au profit d'un petit groupe de figures omniprésentes sur les écrans et n'ayant aucune œuvre universitaire ou philosophique pouvant leur permettre d'être reconnues par leurs pairs et d'être prises au sérieux en dehors des frontières françaises. La faillite intellectuelle et morale de ceux que l'on avait appelé les « nouveaux philosophes » est désormais patente. Certes, les intellectuels de l'après-guerre, ceux de la génération de Sartre, ont commis énormément d'erreurs et se sont fourvoyés à de multiples reprises. Mais ils ont laissé une œuvre immense. Ceux qui cherchent aujourd'hui à se glisser dans le costume de ces intellectuels engagés d'autrefois se sont trompés tout autant que leurs aînés sur les grands sujets du monde contemporain, mais, à la différence de leurs prestigieux prédécesseurs, ils ne laisseront à la postérité que le souvenir d'un brouhaha médiatique et d'un tapage inutile. Le culot n'a jamais remplacé le talent. « Après Sartre », écrit *The Guardian*, « la classe des intellos a succombé à l'incessante et absurde introspection d'esprits sans intérêt » et « tout entier tournés vers leurs relations publiques ».

Le modèle français en question

Ce que l'on appelle le « modèle français¹ » a longtemps fait l'objet d'une très grande admiration. On appréciait notamment le généreux système de protection sociale, les vertus émancipatrices de la laïcité qui permet à l'individu de se libérer du carcan communautaire, les services publics efficaces et performants, la couverture médicale universelle, la solidarité... Ce modèle a été violemment remis en question suite à la persistance d'une croissance molle (rarement supérieure à 1,5 %), d'un taux de chômage structurel élevé (supérieur ou égal à 9 % depuis vingt-cinq ans), des impasses de l'intégration et des nouvelles exigences de la mondialisation. La principale et véritable question sous-jacente est celle de l'État-providence face au chômage de masse. Quelle que puisse être la générosité de la protection sociale offerte par les États-providence, le plein-emploi demeure la meilleure des protections sociales, comme le dit souvent le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz.

Les critiques du « modèle français » portent pour la plupart sur son efficacité. Peu nombreuses sont les voix qui l'attaquent dans ses fondements philosophiques et réclament une dérégulation globale. Le modèle est loin d'être vicié dans ses fondements. Bien au contraire, le socle idéologique sur lequel repose le système français depuis 1945 ne cesse de forcer l'admiration. Klaus Schwab, président et fondateur du Forum économique mondial de Davos, organisme considéré par certains en France comme porte-étendard de l'« ultralibéralisme », le reconnaît lui-même dans cet ouvrage. Le modèle continue de séduire dans les généreux principes fondateurs qui sont les siens. L'écrivain britannique William Boyd loue également la philosophie du système : « Ce que j'apprécie sans doute le plus dans ma vie en France (par opposition à ma vie en Grande-Bretagne), c'est l'impression globale d'égalitarisme. Les Français que je rencontre et avec lesquels je travaille tendent à se traiter en égaux. En Grande-Bretagne, le système de classes continue d'imprégner et de pervertir presque tous les aspects de la vie sociale et professionnelle, de façon patente, latente et implacable². » Boyd insiste également sur le fait que la qualité de vie française est toujours enviée et idéalisée par les étrangers : « Pour les Anglo-Saxons, les Français ont mis au point un modèle (certes stéréotypé) de vie, humble mais immensément plaisant, que nul n'a réussi

1. Le mot « modèle » ne sera pas employé ici dans son acception normative (ce qu'il faut imiter), mais dans son acception neutre (la représentation d'un système).

2. *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} juin 2006.

à surpasser. [...] Il nous semble que, dans tous les aspects importants de la vie quotidienne, les Français sont parvenus à une solution parfaite dans la seconde moitié du XX^e siècle, un équilibre qu'ils ont su préserver. Par conséquent, toutes nos conceptions de la "belle vie" ont un parfum de France. En termes de qualité de vie, nous avons l'impression que les Français ont tout compris.»

Le grand défi sera donc de conserver les grands principes du modèle français, tout en affrontant sans se voiler la face les nombreux dysfonctionnements apparus au fil des ans, et en entamant les réformes nécessaires à la perpétuation de ce système, dans un univers économique mondial aujourd'hui très différent de celui de l'après-guerre, et dans lequel il est de plus en plus ardu de concilier compétitivité et solidarité.

Car l'efficacité du « modèle » français est bel et bien contestable. Le chômage structurel élevé dont souffre la France fragilise d'abord les demandeurs d'emplois, mais aussi les salariés, du fait de la compression des salaires qu'il provoque. Le nombre de précaires est donc nettement supérieur au nombre de chômeurs. La France n'a pas réussi aussi bien que d'autres pays à tirer profit de la mondialisation, alors même qu'elle dispose de nombreux atouts qui le lui auraient permis. Ceci est sans doute dû, du moins en partie, à un état d'esprit globalement hostile au libéralisme et à la mondialisation pour des raisons souvent idéologiques. Plus de 60 % des Français considèrent que la mondialisation est une mauvaise chose pour leur emploi et leur niveau de vie¹. Seuls 52 % considèrent qu'il faut conserver le système capitaliste. Un sondage encore plus surprenant a été publié par l'université du Maryland et l'institut Globe Scan en mai 2006. Lorsqu'on demande aux Français si « la libre entreprise et le marché sont le meilleur système pour construire le futur », ils ne sont que 36 % à répondre oui, contre 65 % des Canadiens, pourtant réputés très sociaux-démocrates, et 74 % des Chinois, désormais tout acquis au capitalisme. Même un président de la République de droite, Jacques Chirac, estime que « le libéralisme est une idéologie aussi néfaste que le communisme, et, comme le communisme, ira dans le mur² ».

Il est aujourd'hui urgent d'œuvrer à un changement de mentalité des Français par rapport au monde de l'entreprise. Beaucoup de salariés conti-

1. Sondage publié par *Challenges*, 12 janvier 2006.

2. Propos rapportés par Margaret Blunden, professeur à l'université de Westminster, dans l'*International Herald Tribune* du 8 juin 2005, « Anglo-Saxon Model Wears French Clothes ». L'auteur réfute l'opposition entre ces deux « abstractions » que seraient le modèle « social » français et le modèle « libéral » britannique, soutenant que les deux systèmes reposent sur un savant dosage des deux visions. Dans un ouvrage d'entretiens avec Pierre Péan (*L'Inconnu de l'Élysée*, Fayard, 2007), Jacques Chirac confirme. Il assimile le libéralisme à « une forme de déviance » et se dit « convaincu que le libéralisme est voué au même échec que le communisme et qu'il conduira aux mêmes excès. L'un comme l'autre sont des perversions de la pensée humaine ».

nuent de voir dans l'entreprise un lieu d'aliénation. «Lorsque vous demandez à des étudiants français qui est le Bill Gates de l'Hexagone, ils vous regardent d'un air déconcerté. Ce n'est pas qu'ils ne trouvent aucun nom à avancer. Le plus grave problème est qu'ils ne comprennent pas pourquoi cela importe, ni même pourquoi cela a un lien avec le fait qu'ils ne trouvent pas le bon emploi¹.» Cette constatation sibylline d'un chroniqueur américain en dit long sur la nécessité de réconcilier les Français avec l'entreprise.

Une certaine logique défensive a donc incité la France à chercher prioritairement à se prémunir contre les dangers de la mondialisation plutôt que d'en appréhender les opportunités. La France aurait pu par exemple profiter de la mondialisation pour résoudre un de ses problèmes structurels, celui de la faiblesse des PME, très peu présentes sur les marchés internationaux. L'Amérique a quant à elle affronté la mondialisation de façon certes brutale, mais ouverte et décomplexée, notamment lorsqu'elle a pleinement usé de l'arme des externalisations et des réductions de coût qui leur sont afférentes. Elle a pu le faire car le faible taux de chômage permet de mieux faire passer l'amère pilule de la précarité engendrée par les externalisations. L'Allemagne a, comme la France, craint les externalisations et essayé de les limiter. Les États-Unis ont également réussi à dynamiser le secteur des services.

Au-delà de la France, c'est l'Europe tout entière qui, en matière de PIB par habitant, est à la traîne par rapport aux États-Unis. Pour expliquer ce décalage, qui est de l'ordre de 30 %, les analystes se divisent en deux écoles : les uns y voient une incapacité de l'Europe à moderniser ses outils de production, à accroître sa productivité, à mener une politique industrielle plus agressive ; les autres estiment, à l'instar d'Olivier Blanchard ou de Jeffrey Sachs, qu'il s'agit d'un choix européen délibéré, un choix de société consistant à préférer les loisirs au travail. C'est donc un choix dont les aspects positifs ou négatifs se discutent d'un point de vue philosophique et non plus économique. La France a en tout cas, semble-t-il, choisi son camp dans ce débat «loisirs contre travail». Comme le dit Ezra Suleiman, «on a feint de croire que l'activité professionnelle ne participait qu'à la marge à l'épanouissement personnel et à la construction de soi des individus²». Theodore Zeldin est de ceux qui pensent que la France et l'Europe n'ont pas à rougir de ce choix de société et de mode de vie. En tout état de cause, ce ne sont pas les économistes qui trancheront ce débat mais plutôt les sociologues et les philosophes.

1. Steve Pearlstein, *The Washington Post*, 21 mars 2006.

2. *Le Figaro*, 10 mars 2006.

Modèle social et modèle républicain

Ce qu'il est aujourd'hui impératif de sauver et de préserver, ce n'est pas tant le modèle social, qui est toujours susceptible d'être réformé ou amélioré, que le modèle républicain, qui est la véritable clé de voûte du système français. Le modèle social, face à un chômage de masse, ne doit pas être sacralisé et peut faire l'objet d'aménagements. Refuser, au nom du « modèle social », toute réforme, fût-elle minime, du droit du travail ne serait pas raisonnable dans une économie mondiale en pleine transformation. La réforme du modèle social n'est pas, bien au contraire, automatiquement synonyme de précarité. Si elle s'accompagne d'un vaste débat démocratique et d'une concertation sérieuse avec les partenaires sociaux, puis d'une politique industrielle et économique ambitieuse, le modèle social refondé n'en sortira que plus solide et plus protecteur.

En revanche, tout accommodement qui conduirait à reléguer aux oubliettes les idéaux républicains est susceptible de déstabiliser la France, de lui faire perdre ce qui la définit depuis plus de deux siècles. Aux yeux des amis étrangers de la France, toute rupture avec ce modèle républicain relèverait de l'irresponsabilité. Vouloir jeter le modèle français aux orties et tout larguer au nom du changement est aussi dangereux que l'immobilisme. La France peut être fière de plusieurs pans glorieux de son histoire, qui ont inspiré des gens aux quatre coins du globe. Il faudra aujourd'hui retrouver la « foi républicaine », le feu sacré qui a animé les hussards de la III^e République. Les révoltes des cités ont été vues par certains journalistes pressés comme un indicateur de la faillite du modèle républicain français. Rien ne nous semble plus erroné. On pourrait au contraire soutenir que c'est la non-fidélité aux idéaux du modèle républicain qui a provoqué cet embrasement. La ségrégation territoriale, les fractures urbaines, les discriminations à l'embauche, la résurgence de la xénophobie, l'augmentation du nombre de précaires et toutes les autres causes de la révolte sont en fait autant de trahisons de l'horizon et de l'univers républicains. « Les jeunes émeutiers, déclare Jeremy Rifkin au quotidien belge *Le Soir*, expriment en fait une volonté d'intégration et non pas un rejet de la société dans laquelle ils vivent¹. » C'est donc en remettant à l'honneur le modèle républicain, et non pas en le vitupérant, que l'on pourra résorber cette crise. Seule une refondation républicaine, c'est-à-dire une volonté de mettre les idéaux républicains en conformité avec la pratique, est susceptible de combler les espérances des laissés-pour-compte de la mondialisation.

1. Cité par Philippe Thureau-Dangin, *Courrier international*, 17 novembre 2005.

Les modèles étrangers : s'en inspirer sans les idéaliser

Quels que soient les atouts du modèle économique et social français, une observation permanente de la palette des modèles étrangers et des meilleures pratiques est toujours nécessaire et bienvenue, même s'il faut aborder ces modèles avec une certaine circonspection, tant il est vrai que chacun d'eux est le produit d'une histoire et d'un environnement spécifiques, et ne saurait par conséquent être importable ou exportable. Plus que d'un « modèle », c'est de pistes de réflexion et d'expériences concrètes que l'on doit s'inspirer.

Le modèle britannique repose sur un concept clé, celui de flexibilité. Le pragmatisme et l'adaptabilité sont les principaux mots d'ordre. Les résultats ont été pour le moins mitigés. Les salaires les plus faibles sont subventionnés par l'État, afin d'éviter que les allocations de chômage n'offrent trop d'incitation à en bénéficier longtemps. Des succès ont été notés sur le front de l'emploi et de la croissance. Mais le revers de la médaille est assez peu ragoûtant, tant se sont accrues la précarité, les inégalités et les déficiences des services publics, notamment des transports. Ce modèle est donc qualifié d'« antisocial » et rejeté par une forte majorité de Français.

En revanche, il est incontestable que la Finlande, la Suède et le Danemark ont, au cours des dernières années, réussi à enregistrer un taux de croissance parmi les plus élevés d'Europe, ainsi qu'à limiter fortement l'inflation. Ce qu'on appelle le « modèle scandinave » repose sur un compromis réussi entre la protection sociale forte souhaitée par les Français et la flexibilité à l'anglo-saxonne. L'ancien Premier ministre danois, le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen, a été le concepteur de ce modèle dit de « flexsécurité ». Mais, lorsque la France a dit vouloir s'en inspirer, Rasmussen est sorti de ses gonds et a déclaré qu'« on n'a pas le droit d'utiliser le modèle danois pour légitimer les pensées conservatrices françaises ». Il a tenu à rappeler que le modèle danois était « cohérent », et que, par conséquent, il était illusoire de chercher à « en prendre quelques aspects tout en laissant les autres de côté¹ ». Il peut toutefois être judicieux d'envisager, comme le font Alain Lefebvre et Dominique Méda, un « modèle scandinave à la française² ». En s'inspirant notamment de l'un

1. *Le Monde*, 10 juin 2005.

2. *Le Monde*, 7 juin 2005. Et surtout l'ouvrage d'Alain Lefebvre et Dominique Méda intitulé *Faut-il brûler le modèle social français ?*, Paris, Éd. du Seuil, 2006.

des principaux facteurs de la réussite scandinave, à savoir un très fort investissement dans les domaines de la formation et de la recherche-développement.

Toute tentative de s'inspirer du modèle scandinave se heurtera toutefois au problème de la représentation syndicale. Au-delà du fait que le nombre de syndiqués en France est ridiculement bas par rapport aux 80 % nordiques, les syndicats français sont souvent animés, pour des raisons historiques compréhensibles, par une attitude de confrontation avec les pouvoirs publics. Or il est aujourd'hui nécessaire de stimuler un dialogue permanent entre les partenaires sociaux, destiné à anticiper les crises plutôt qu'à éteindre le feu quand la maison brûle. Et Bronislaw Geremek fait bien de rappeler que c'est un Français, Albert Thomas, qui a été le concepteur de cette vision « allemande » du dialogue social permanent.

Là aussi, c'est d'un choix de société et d'un choix de mode de vie qu'il s'agit. Il est toujours possible de conduire des « réformes » qui réussiront à accroître la compétitivité, mais cela se fait souvent au détriment de ce que Jeffrey Sachs appelle dans cet ouvrage la « civilité ». L'économiste Paul Krugman a raison de dire que la vraie différence entre les modèles ne se situe pas au niveau des performances, mais au niveau des priorités. Également éditorialiste au *New York Times*, il souligne souvent que, si une famille française moyenne dispose d'un revenu moyen inférieur à celui d'une famille américaine de la même classe sociale, la famille française voit cet écart largement compensé par la gratuité des écoles publiques et de plus longues vacances. Et Krugman d'ajouter que cela n'empêche pas la France d'avoir, selon l'OCDE, une productivité légèrement supérieure à celle des États-Unis (si on mesure la productivité au rapport PIB sur heures travaillées).

Il y a plusieurs décennies déjà, John Kenneth Galbraith incitait les économistes à ne jamais oublier tout ce que le produit national brut est incapable de mesurer, à ne pas perdre de vue le « bonheur national brut ». Aujourd'hui, certains des plus brillants économistes du monde, de Sachs à Stiglitz en passant par Amartya Sen, cherchent à maintenir en vie cette noble vision de Galbraith. Pourtant, certains économistes français, notamment les déclinologues, semblent constamment focalisés sur les réformes, sur l'accroissement de la productivité et de la compétitivité, quels qu'en soient le coût et l'impact sur le mode de vie.

Retrouver la flamme européenne

En 1771 déjà, Rousseau écrivait : « Aujourd'hui, il n'y a plus de Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais même quoi qu'on en dise, il n'y a plus que des Européens. » Depuis le début des années 1950, la construction d'une Europe politique était l'un des rares « grands desseins » de la France, l'un des principaux objectifs de ses gouvernements successifs. Pour Mario Vargas Llosa, qui craint par-dessus tout le « repli nationaliste » de la France, l'Europe semblait être « le seul grand projet révolutionnaire de la culture démocratique de notre époque. Elle devrait aider le monde à combattre démocratiquement l'hégémonie américaine¹ ». Le rejet par les Français de la Constitution européenne en 2005 a donc constitué un véritable séisme dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences. Les journaux les plus francophiles comme le *Guardian* et l'*Independent* britanniques y ont vu non seulement « de la peur, de l'immaturité », mais aussi le « syndrome Peter Pan », la France refusant de grandir, et menant « une révolution conservatrice contre le changement ». Si lamentable qu'ait pu être l'arrogance de certains partisans du « oui », il est difficile de nier que s'est exprimé dans le « non » « un conservatisme social et de nature populiste² ». La coalition de toutes les peurs, de toutes les frustrations et de tous les extrêmes politiques, d'un côté, l'arrogance des élites, de l'autre, ont permis la victoire du « non » et donc mis en échec un projet certes imparfait mais néanmoins considéré par l'écrasante majorité des observateurs étrangers à l'Hexagone comme une avancée considérable pour la France et pour les 460 millions d'Européens. À ceux qui se plaignaient des insuffisances sociales de ce projet, le Premier ministre espagnol José Luis Zapatero (partisan, comme Pascal Lamy, d'une « européanisation de la mondialisation ») a demandé : « Dites-moi où dans le monde on trouve un espace social offrant autant de protections sociales et assurant autant l'égalité des chances qu'en Europe ? » Paradoxalement, le « non » français est venu renforcer le système libéral anglo-saxon, pourtant pourfendu par les nonistes de gauche. Il a également fait le bonheur des néoconservateurs américains³. L'une des critiques les plus cinglantes du « non de gauche » est venue du très gauchiste italien Toni Negri, qui a

1. *Le Monde* 2, 20 août 2005.

2. Yves Mény, *Le Monde*, 31 mai 2005. Il souligne aussi que « la gauche du non, qu'elle le veuille ou non, a contribué à la paranoïa française de l'Hexagone assiégé ».

3. « Vive la France ! » a alors écrit le très à droite William Kristol dans le *Weekly Standard*, se réjouissant du fait que ce « non » allait conduire à la débâcle du modèle social européen.

tonné : « La gauche française a révélé son égoïsme, son incapacité à comprendre que le développement social ne peut se passer que dans un cadre élargi. Il y a les souverainistes d'un côté, et les myopes de l'autre. [...] C'est impressionnant, ce point de vue réactionnaire, archaïque ! Il se fout du progrès et de l'évolution du monde¹. » « L'Europe, mon rêve, risque d'être détruite par l'égoïsme des États-nations », s'est exclamé quant à lui Bronislaw Geremek.

Si l'Europe peut servir de bouc émissaire pour des peuples inquiets et irrités par leurs gouvernants, le projet européen peut aussi permettre, si on l'utilise bien, de transcender et de marginaliser les querelles intestines françaises. De Gaulle comme Mitterrand l'avaient compris. Un long travail pédagogique devra être effectué pour convaincre les Français que le rejet de l'Europe ne servira en rien à protéger l'emploi. Cette pédagogie ne doit pas être confondue avec la condescendance affichée par certains partisans du « oui » durant la campagne référendaire.

Les Français refusent que l'Europe ne soit qu'une union marchande. D'où l'importance de sortir de la crise européenne actuelle par le haut, en portant un ambitieux projet européen qui aille au-delà des débats sur la politique agricole ou les fonds structurels. C'est la flamme et la part de rêve qu'il faut aujourd'hui retrouver. Il faudra revivifier l'Europe citoyenne, l'Europe culturelle, l'Europe des idées, l'Europe dont ont rêvé Romain Rolland, Thomas Mann et Stefan Zweig, celle de « la grande amitié de l'esprit, qui ne connaît pas de frontières ».

Mais revivifier le rêve européen ne pourra se faire qu'en se mettant d'accord sur la conception que l'on a de l'Europe de demain. Devra-t-il s'agir des « États-Unis d'Europe », d'un système entièrement fédéral, ou d'une simple coopération entre États-nations souverains ? Jacques Delors avait cherché à concilier ces deux visions en promouvant le concept d'une « fédération d'États-nations ». Cette proposition demeure probablement la plus pertinente et la plus à même de rassembler une majorité d'Européens. L'erreur historique qui a été commise a été de donner la priorité à l'élargissement sur l'approfondissement. Certes, il aurait été cavalier de faire patienter trop longtemps les pays d'Europe de l'Est sortis du joug totalitaire. Mais, si un approfondissement minimal avait été mis en œuvre préalablement, notamment en harmonisant un tant soit peu les politiques extérieures, l'élargissement aurait pu se faire sans provoquer d'affaiblissement. Il semble difficile de sortir de la crise actuelle sans ressusciter l'idée de noyau dur – un groupe de pays prendrait l'initiative d'avancer sur la voie d'une politique extérieure commune et d'une intégration accrue, et les autres le rejoindraient lorsqu'ils le pourraient et le voudraient. Beau-

1. Cité par *Télérama*, 8 juin 2005.

coup s'insurgeront contre une « Europe à deux vitesses », mais on voit mal quelle serait l'alternative, hormis plusieurs décennies de stagnation. Dans cet ouvrage, Stanley Hoffmann et Vladimir Fedorovski semblent partager la conviction que le « noyau dur » est souhaitable.

La vision de l'Europe proposée au peuple par les élites françaises ne doit plus être celle d'une simple France agrandie. Il nous incombe aujourd'hui de trouver de nouvelles idées pour faire aimer l'Europe. Les pistes sont nombreuses. *La Croix* a demandé à vingt-cinq personnalités de suggérer des idées¹, dont plusieurs méritent d'être creusées : trouver un modèle commun de justice, proposer un modèle de cohésion sociale minimum, multiplier les jumelages entre écoles, un statut juridique unique pour les femmes, des universités d'été pour découvrir les « euro-régions »... Le travail de construction d'une citoyenneté européenne doit commencer. « L'Europe économique n'est qu'un nain, voir un fœtus politique », dit Edgar Morin, pour qui, ce qui manque à l'Europe, « c'est la conscience d'une communauté de destin à échafauder. C'est la conscience d'un grand dessein que l'Europe devrait apporter à elle-même et au monde. C'est la conscience que, dans la menace de guerre de civilisation et/ou de religion, l'Europe pourrait se dresser comme force pacifiante parce que portant en elle une diversité multiculturelle et multireligieuse pacifique et parce que portant enfin en elle un véritable universalisme². » Cette vision n'est pas une simple utopie philosophique. Elle repose sur des succès économiques évidents. Pour l'économiste américain Jeremy Rifkin, c'est aujourd'hui l'Europe, et non plus les États-Unis, qui est une « terre d'opportunité ». Si l'Europe se débarrasse de la culture paternaliste qui la handicape, si elle accepte d'accorder plus d'importance à la responsabilité individuelle, elle sera la principale puissance des décennies à venir. Elle est déjà la première puissance exportatrice, elle est leader dans des industries aussi importantes que l'aérospatiale, la construction et l'ingénierie. Elle a réussi des exploits économiques tout en plaçant la qualité de vie avant l'accumulation de richesses. Et c'est là toute la splendeur du rêve européen.

Le renouveau français passe donc à nos yeux par une réaffirmation des valeurs républicaines de laïcité, d'égalité et de solidarité, par un nouvel essor de la vie intellectuelle, par une prise de conscience du fait que la mondialisation n'est pas systématiquement génératrice de précarité, par une réconciliation avec le monde de l'entreprise et surtout par une résurrection du rêve européen.

1. *La Croix*, 3 juin 2005.

2. « À quand une Europe visionnaire ? », *Le Monde*, 11 mai 2005.